Agir contre l'abstentionnisme des jeunes

S. NIED/STUDIO CHLOROPHYLLE

Jean Rottner,
maire (UMP) de Mulhouse

Les dernières élections municipales et européennes consacrent un abstentionnisme désormais quasiment structurel de la part du segment le plus jeune du corps électoral français. Il est de la responsabilité des élus de se pencher sur cette tendance à laquelle personne n'a le droit de se résoudre. Le gouvernement, les parlementaires et les élus locaux doivent unir leurs forces et se poser au préalable les bonnes questions. Il est contre-productif de pointer du doigt ceux qui ne remplissent pas leur devoir citoyen. Ceux qui ne vont pas voter expriment une forme de rejet et de défiance du système politique. Si l'offre ne correspond pas aux besoins, on ne peut que s'en désintéresser. Le droit de vote est certes un devoir mais on ne peut plus se satisfaire de ce seul postulat.

Et pourtant, l'envie de participer au débat existe. Le désir de s'exprimer est présent sous réserve d'une attente forte: que l'avis exprimé soit entendu. Prendre le temps de l'écoute, accueillir le message de ces jeunes qui ont marqué par leur abstention une indifférence ou une insatisfaction vis-à-vis de l'offre politique est devenu indispensable. Il faut savoir prendre en compte l'analyse de jeunes élus, engagés dans les responsabilités démocratiques. Soucieux de cette problématique qui touche bien évidemment Mulhouse, ville la plus jeune de France, je souhaite collaborer à toute initiative qui ira dans ce sens. Le ministère de la Jeunesse a souhaité entreprendre une démarche de réflexion pour lutter contre l'abstentionnisme des jeunes électeurs. Je ne peux que m'en réjouir.

Cette volonté de donner la parole aux citoyens et de les replacer au cœur de l'action publique est une des ambitions de la nouvelle forme de démocratie participative que je souhaite mettre en place à Mulhouse. Une nouvelle relation au citoyen est à inventer. Ce dernier doit être le principal acteur du changement. C'est tout le sens de la démarche que je souhaite mettre en œuvre pour les Mulhousiens. Définir avec eux un nouveau schéma de gouvernance. Une démarche qualité de «haute citoyenneté» qui puisse permettre, presque par obligation, à chacun de participer à la construction d'une communauté de destin, celle de notre ville. Les jeunes y trouveront une place centrale.

A force d'obstination, l'embellie

Dans le triptyque républicain c'est, depuis le 4 août 1789 qui vit l'abolition des privilèges, l'égalité qui se taille la part du lion. Ecole et citoyenneté sont foncièrement solidaires pour garantir l'égalité républicaine. Car les maux de nos banlieues sont moins alimentés par l'immigration que par le chômage de masse qui a partie liée avec l'absence de diplômes.

Le temps de l'éducation, c'est le très long terme. L'enfant doit intégrer trois notions fondamentales, pendant son parcours scolaire: la connaissance, l'effort, l'autorité. Lourde tâche pour les enseignants dans les zones urbaines sensibles. On ne peut mener l'enfant sur le chemin de la réussite qu'en réglant préalablement certaines difficultés qui s'apparentent à des problèmes de santé publique tels que la dyslexie, le déficit de motricité, les problèmes psychologiques. Le plan de réussite éducative, massivement soutenu à l'origine par des crédits d'Etat, a permis dans notre commune d'éviter à tous les enfants concernés, l'échec scolaire qui reste le lot de ceux qui ne bénéficient pas de ce soutien. Les questions de santé publique réglées, il a été possible de donner aux enfants une aide personnalisée (un enseignant pour un ou deux enfants) en mathématiques et en français.

L'introduction de la réforme des rythmes scolaires avait, quand elle était bien conduite, et au-delà de ses modalités dont on ne discutera pas ici, le mérite de proposer à l'enfant des activités complémentaires et de lui permettre, même dans un milieu social modeste, d'avoir accès à un monde où s'apprend ce superflu si nécessaire, la culture, qui seule peut l'autoriser à dépasser les filières courtes pour se diriger vers des formations plus ambitieuses.

Il y a, certes, des économies à faire, mais qui ne doivent pas se faire au détriment du plan de réussite éducative ou de l'introduction d'activités extrascolaires diversifiées. L'intégration républicaine est à ce prix, et l'absence d'intégration est autrement plus coûteuse et plus dangereuse. Et, pour mieux épauler l'enfant, il ne faut pas négliger les parents d'origine immigrée, auxquels des retraités, dont l'importance ne doit pas être mésestimée, peuvent enseigner la langue française.

L'HARMATTAN

Françoise Bouvier,
maire durant 19 ans d'une commune de 4 000 habitants et auteure de «Maire: un combat de chien!» (2014, éd. L'Harmattan)